

Art. 11. Vanaf het jaar 2008 worden de bedragen bepaald in artikel 4 jaarlijks aangepast aan de schommelingen van de gezondheidsindex van de consumptieprijzen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Voorstel van decreet, nr. 556-1. — Verslag, nr. 556-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 mei 2004.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2184

[C — 2004/29199]

19 MAI 2004. — Décret portant création d'une école de gestion à l'Université de Liège (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications à la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat*

Article 1^{er}. A l'article 4 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat sont ajoutées les dispositions suivantes :

« § 6. Il est créé au sein de l'Université de Liège une école de gestion, appelée « HEC-Ecole de gestion de l'Université de Liège » qui a pour objet l'enseignement, la recherche et les services à la communauté dans le domaine des sciences économiques et de gestion.

Cette école de gestion assure, en application de délégations qui lui sont données par l'Université de Liège, les activités d'enseignement, de recherche et de services à la communauté précédemment organisées par l'Université de Liège et l'asbl haute école HEC-Liège dans le domaine visé à l'alinéa ci-dessus.

Une convention conclue au plus tard le 1^{er} janvier 2005 entre l'Université de Liège et l'asbl haute école HEC-Liège fixe notamment :

- la compétence et la représentation de l'école de gestion au sein de l'Université;
- les modalités de fonctionnement des organes de l'école de gestion;
- les modalités de financement de l'école de gestion au sein de l'Université;
- les modalités de gestion du personnel de l'école de gestion.

La convention visée à l'alinéa précédent, et ses modifications ultérieures, est soumise pour approbation par le Gouvernement de la Communauté française.

§ 7. Il est créé un Conseil de Gouvernance de l'école de gestion dont les attributions sont les suivantes :

- la désignation de son président et de son représentant au conseil d'administration de l'Université;
- l'établissement de son règlement d'ordre intérieur;
- la remise d'avis à la demande de l'école de gestion ou d'initiative sur certains projets spécifiques;
- la discussion avec les organes de l'école de gestion des grandes orientations en matière d'enseignement et de recherche;
- l'évaluation de la position stratégique de l'école de gestion;
- le conseil en matière de stratégie de développement de l'école de gestion et de ses activités;
- la recherche de moyens complémentaires pour l'école de gestion et son développement.

Le Conseil de Gouvernance est composé de représentants des entreprises et de responsables de la vie économique et sociale attachés au développement de l'école de gestion. Il peut inviter des représentants de l'école de gestion et de l'Université. »

Art. 2. La phrase suivante est ajoutée à l'article 8, 7°, de loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat :

« Au conseil d'administration de l'Université de Liège, un des postes attribués aux représentants des milieux économiques et présentés par le recteur pour désignation par le Gouvernement de la Communauté française, est réservé au représentant du Conseil de Gouvernance de l'école de gestion visé à l'article 4, § 7. »

CHAPITRE II. — *Modifications à la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Art. 3. Un article 35 rédigé comme suit est inséré dans la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires :

« Sans préjudice des articles 29 à 34 et 36 de la présente loi, la partie de l'allocation de fonctionnement de l'Université de Liège due pour les étudiants finançables inscrits dans le domaine des sciences économiques et de gestion, à l'exception de celle due pour les étudiants qui ont réussi les études et travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat et pour les étudiants inscrits à des études menant au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, est égale, à partir de l'année budgétaire 2005 et jusqu'à l'année budgétaire 2015, à la somme des montants suivants :

1° un montant correspondant à la partie de l'allocation due en vertu des articles 29 à 34 de la présente loi pour la moyenne quadriennale du nombre d'étudiants pondérés diminuée de 1 266 unités;

2° un montant représentant l'allocation globale que la haute école HEC Liège aurait obtenue en 2005 en application des dispositions du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française indexé annuellement, à partir de l'année 2006, en fonction de l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année en cours, sur la base de l'indice du mois de décembre 2004;

3° un montant représentant le coût de la subvention-traitement du (ou des deux) membre(s) du personnel visés à l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois dans les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, engagé(s) par la haute école HEC-Liège au plus tard le 1^{er} mars 2004;

4° un montant représentant le coût de la subvention-traitement des membres du personnel visés à l'article 11, 2° et 4°, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française engagés par la haute école HEC-Liège au plus tard le 1^{er} mars 2004.

Lors de l'application de la révision de la partie fixe prévue à l'article 25, alinéa 2, et en tout cas en 2016, il sera tenu compte des étudiants qui, en vertu de l'alinéa premier, ont été pris en compte pour le financement de l'Université de Liège dans le domaine des sciences économiques et de gestion pendant la période considérée, en ce y compris les unités déduites en vertu du 1° ci-dessus. »

CHAPITRE III. — *Modifications au décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 4. Un article 4bis rédigé comme suit est ajouté dans le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française :

« A dater de l'entrée en vigueur du décret du 19 mai 2004 portant création d'une école de gestion à l'Université de Liège, l'asbl haute école HEC-Liège renonce à son habilitation en qualité de haute école et au financement visé par le présent décret. »

Art. 5. A l'article 10 du même décret, les mots « 257 040 795,83 EUR (10 369,0 millions de francs) » sont remplacés par les mots « 253 432 209,79 EUR ».

Art. 6. L'article 11 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« A partir de l'année budgétaire 2005, les dispositions de l'alinéa 1^{er} ne s'appliquent plus au personnel ayant été engagé par la haute école HEC-Liège au plus tard le 1^{er} mars 2004. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 7. Les étudiants régulièrement inscrits à la haute école HEC-Liège pour l'année académique 2004-2005, sont réputés inscrits régulièrement à l'Université de Liège.

Les Commissaires du Gouvernement auprès de la haute école et auprès de l'Université de Liège sont chargés de valider les inscriptions des étudiants en question.

Art. 8. Les étudiants inscrits dans un cycle d'études dispensé par la haute école HEC-Liège, au plus tard pour l'année académique 2004-2005 dans les sections visées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} juin 2003 reconnaissant et admettant aux subventions les formations organisées par la haute école HEC-Liège, peuvent poursuivre ces études en vue d'obtenir le grade académique correspondant durant un nombre d'années académiques supérieur d'un an à la durée minimale du cycle d'études.

Jusqu'à l'année académique 2007-2008, les étudiants ayant réussi un premier cycle ont accès de droit au second cycle du cursus. Les anciens grades académiques sanctionnant ces études pourront être conférés à ces étudiants durant un nombre d'années académiques supérieur d'un an à la durée minimale de ce cycle d'études.

Le titre et le diplôme afférents seront délivrés par l'Université de Liège.

Art. 9. A dater de la conclusion de la convention visée à l'article 4, § 6, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, le patrimoine de l'Université de Liège devient l'employeur du personnel de l'asbl haute école HEC-Liège; les contrats de travail des membres du personnel de l'asbl qui organise la haute école HEC-Liège sont transférés au patrimoine de l'Université de Liège; ils restent régis selon les cas par les législations et réglementations relatives au personnel des hautes écoles ou par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Ce personnel conserve la rémunération, la qualité, le grade, l'ancienneté académique, scientifique ou administrative, l'ancienneté pécuniaire, la possibilité de promotion, le changement de fonction et, en ce qui concerne le personnel régi par les législations et réglementations relatives au personnel des hautes écoles, la possibilité d'engagement à titre définitif, ainsi que le droit à la retraite que leur reconnaissent les législations sur les bases desquelles ils ont été engagés.

La liste de ces membres du personnel, ventilée en personnel enseignant, scientifique administratif et ouvrier, est établie de commun accord entre l'Université de Liège et l'asbl haute école HEC-Liège et annexée à la convention visée à l'article 4, § 6, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat et approuvée par le Gouvernement.

Art. 10. La somme visée à l'article 35 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est versée à un article particulier du budget du patrimoine de l'Université de Liège.

La quote-part de cette somme relative aux charges du personnel visé à l'article 9 est portée en recettes à la section Ire du budget de l'Université de Liège telle que définie à la date du 12 avril 1999 dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Art. 11. Les membres du personnel enseignant qui sont visés à l'article 9 à l'exception des chargés de cours adjoints, des professeurs adjoints et des conférenciers, sont électeurs lors de l'élection du recteur, du vice-recteur, du secrétaire du conseil académique et des représentants du corps enseignant au conseil d'administration.

Les membres du personnel scientifique qui sont visés à l'article 9, sont électeurs lors de l'élection, des représentants du corps scientifique au conseil d'administration.

Les membres du personnel administratif qui sont visés à l'article 9, sont électeurs lors de l'élection, des représentants du personnel administratif, du personnel spécialisé de maîtrise et gens de métier au conseil d'administration.

Art. 12. L'Université de Liège succède à l'actif et au passif ainsi qu'aux droits et obligations dûment répertoriés dans une annexe à la convention, dont l'asbl haute école HEC-Liège était titulaire à la date de la création de l'école de gestion visée à l'article 4, § 6, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat.

De la même façon, les créances et les obligations fondées sur les contrats en cours à la date d'entrée en vigueur du présent décret, dûment répertoriés, sont cédées et transférées au patrimoine de l'université.

Ces cessions et transferts sont opposables de plein droit aux cocontractants et aux tiers, sans autre formalité. Ils incluent tous les droits et obligations liés aux procédures pendantes et futures.

Le patrimoine mobilier et immobilier de la haute école HEC-Liège est transféré, dans un délai de cinq ans maximum, au patrimoine de l'Université de Liège.

Sont néanmoins exclues de la cession, toutes les dettes de l'asbl haute-école HEC-Liège vis-à-vis de l'asbl Groupe-HEC, ainsi que la perte cumulée et reportée à la date du 31 décembre 2004.

Art. 13. Le Gouvernement peut arrêter au plus tard le 1^{er} juillet 2005 le montant d'une subvention complémentaire liée aux dépenses engendrées par la fusion.

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—————
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 557-1. — Amendements de commission, n° 557-2. — Rapport, n° 557-3. — Amendements de séance, n° 557-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 11 mai 2004.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2184

[C — 2004/29199]

19 MEI 2004. — **Decreet houdende oprichting van een Management School bij de Universiteit de Liège (1)**

Het Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan de wet van 28 April 1953
betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat*

Artikel 1. In artikel 4 van de wet van 28 April 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat worden de volgende bepalingen toegevoegd :

« § 6. Er wordt binnen de Universiteit de Liège een Management School opgericht, genaamd "HEC - Ecole de gestion de l'Université de Liège" die tot doel heeft het onderwijzen, het onderzoek en de diensten aan de gemeenschap op het gebied van de economische en beheerswetenschappen.

Deze Management School zorgt, met toepassing van de delegaties die haar door de Université de Liège toegewezen zijn, voor de onderwijs-, onderzoek- en dienstenactiviteiten ten behoeve van de gemeenschap die vroeger ingericht waren door de Université de Liège en de vzw Haute  cole HEC-Liège op het gebied bedoeld bij vorig lid.

Er zal een overeenkomst gesloten worden ten laatste op 1 januari 2005 tussen de Université de Liège en de vzw haute  cole HEC-Liège waarin bepaald worden :

- de bevoegdheid en de vertegenwoordiging van de Management School binnen de Universiteit;
- de nadere regels voor de werking van de organen van de Management School;
- de nadere regels voor de financiering van de Management School binnen de Universiteit;
- de nadere regels voor het beheer van het personeel van de Management School.

De bij het vorige lid bedoelde overeenkomst, en haar latere wijzigingen, wordt ter goedkeuring aan de Regering van de Franse Gemeenschap voorgelegd.

§ 7. Er wordt een Beheersraad van de Management School opgericht waarvan de bevoegdheden de volgende zijn :

- de aanwijzing van zijn voorzitter en zijn vertegenwoordiger op de raad van bestuur van de Universiteit;
- het opstellen van zijn huishoudelijk reglement;
- het uitbrengen van adviezen op de aanvraag van de Management School of op eigen initiatief over sommige specifieke ontwerpen;
- de bespreking met de organen van de Management School van de algemene oriëntaties inzake onderwijs en onderzoek;
- de evaluatie van de strategische ligging van de Management School;
- het adviesgeven inzake ontwikkelingsstrategie van de Management School en van haar activiteiten;
- het opsporen van bijkomende middelen ten voordele van de Management School en haar ontwikkeling.

De Beheersraad wordt samengesteld uit vertegenwoordigers van ondernemingen en beslissers uit het economische en maatschappelijke leven in verband met de ontwikkeling van de Management School. Hij mag vertegenwoordigers van de Management School en van de Universiteit uitnodigen. »

Art. 2. Aan artikel 8, 7^o, van de wet van 28 April 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat wordt de volgende zin toegevoegd :

« In de raad van bestuur van de Université de Liège wordt  en van de betrekkingen toegewezen aan de vertegenwoordigers van de economische kringen en voorgedragen door de rector ter aanwijzing door de Regering van de Franse Gemeenschap, voorbehouden voor de bij artikel 4, § 7 bedoelde vertegenwoordiger van de Beheersraad van de Management School. ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen

Art. 3. Er wordt een artikel 35, luidend als volgt, ingevoegd in de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen :

« Onverminderd de artikelen 29 tot 34 en 36 van deze wet, is het deel van de werkingstoelage van de Université de Liège verschuldigd voor de voor financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven voor het gebied van de economische en beheerswetenschappen, met uitzondering van dat verschuldigd voor de studenten die voor de studies en de werken betreffende de voorbereiding van een proefschrift en voor de studenten ingeschreven voor studies die leiden tot de graad geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, vanaf het begrotingsjaar 2005 en tot het begrotingsjaar 2015, gelijk aan de som van de volgende bedragen :

1^o een bedrag dat overeenstemt met het deel van de toelage verschuldigd krachtens de artikelen 29 tot 34 van deze wet voor het vierjaarlijkse gemiddelde van het aantal gewogen studenten verminderd met 1.266 eenheden;

2^o een bedrag gelijk aan de globale toelage die normaliter door de Haute  cole HEC-Liège verkregen zou worden voor 2005 bij toepassing van de bepalingen van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen jaarlijks geïndexeerd, vanaf het jaar 2006, in functie van het indexcijfer voor consumptieprijzen van de maand december van het lopend jaar, op basis van het indexcijfer voor de maand december 2004;

3^o een bedrag gelijk aan de kost van de weddetoelage van een (of van beide) personeelslid (-leden) bedoeld bij artikel 7bis van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de lasten en de betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, aangeworven door de Haute  cole HEC-Liège ten laatste op 1 maart 2004;

4^o een bedrag gelijk aan de kost van de weddetoelage van de personeelsleden bedoeld bij artikel 11, 2^o en 4^o, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen aangeworven door de Haute  cole HEC-Liège ten laatste op 1 maart 2004.

Bij de toepassing van de herziening van het vaste deel bedoeld bij artikel 25, tweede lid, en in elk geval in 2016, zal rekening worden gehouden met de studenten die, krachtens het eerste lid, in rekening werden genomen voor de financiering van de Université de Liège op het gebied van de economische en beheerswetenschappen gedurende de in aanmerking genomen periode, met inbegrip van de eenheden die afgetrokken werden krachtens 1^o hierboven. ».

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen

Art. 4. Er wordt een artikel 4bis toegevoegd in het decreet van 9 september betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, luidend als volgt :

« Vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een Management School op de Université de Liège, verzaakt de vzw Haute  cole HEC-Liège op haar erkenning als hogeschool en op de financiering bedoeld bij dit decreet. » .

Art. 5. In artikel 10 van hetzelfde decreet, worden de woorden "257 040 795,83 EUR (10 369,0 miljoen frank)" vervangen door de woorden "253 432 209,79 EUR".

Art. 6. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt met volgend lid aangevuld :

« Vanaf het begrotingsjaar 2005, zijn de bepalingen van het eerste lid niet meer van toepassing op het personeel aangeworven door de Haute  cole HEC-Liège ten laatste op 1 maart 2004. ».

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 7. De studenten die voor het academiejaar 2004 – 2005 bij de Haute école HEC-Liège regelmatig ingeschreven zijn, worden geacht regelmatig ingeschreven te zijn bij de Université de Liège.

De Regeringscommissarissen bij de hogeschool en bij de Université de Liège worden belast met het bekrachtigen van de inschrijvingen van de betrokken studenten.

Art. 8. De studenten die regelmatig ingeschreven zijn voor een studiecycclus verstrekt door de Haute école HEC-Liège, ten laatste voor het academiejaar 2004-2005 in de afdelingen bedoeld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juni 2003 waarbij de opleidingen georganiseerd door de "Haute Ecole HEC-LIEGE" vanaf het academiejaar 2003-2004 erkend worden en voor subsidies in aanmerking worden genomen, kunnen deze studies voltooiën met het oog op het verkrijgen van de overeenstemmende academische graad gedurende een aantal academiejaren dat een jaar hoger is dan de minimale duur van de studiecycclus.

Tot het academiejaar 2007-2008, hebben de studenten die geslaagd zijn voor een eerste cyclus van rechtswege toegang tot de tweede cyclus van de cursus. De voormalige academische graden ter bekrachtiging van deze studies zullen verder mogen worden toegewezen gedurende een aantal academiejaren dat een jaar hoger ligt dan de minimale duur van deze studiecycclus.

De titel en het diploma zullen door de Université de Liège uitgereikt worden.

Art. 9. Vanaf de sluiting van de overeenkomst bedoeld bij artikel 4, § 6, van de wet van 28 April 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, wordt het patrimonium van de Université de Liège de werkgever van het personeel van de vzw Haute école HEC-Liège; de arbeidsovereenkomsten van de personeelsleden van de vzw die de Haute école HEC-Liège inricht, worden overgedragen naar het patrimonium van de Université de Liège; zij blijven naargelang de gevallen onderworpen aan de wetgevingen en de reglementeringen betreffende het personeel van de hogescholen of door de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Dit personeel behoudt de bezoldiging, de hoedanigheid, de graad, de academische, wetenschappelijke of administratieve anciënniteit, de geldelijke anciënniteit, de mogelijkheden tot bevordering, de verandering van ambt en, wat betreft het personeel dat onderworpen is aan de wetgevingen en de reglementeringen betreffende het personeel van de hogescholen, de mogelijkheid tot werving in vast verband, alsook het recht op een rustpensioen zoals die erkend waren in de wetgevingen op basis waarvan zijn aangeworven werden.

De lijst van deze personeelsleden, onderverdeeld in onderwijzend, wetenschappelijk, administratief en arbeiderspersoneel, wordt samengesteld in gezamenlijk overleg tussen de Université de Liège en de vzw Haute école HEC-Liège en bijgevoegd bij de overeenkomst bedoeld bij artikel 4, § 6, van de wet van 28 April 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat en goedgekeurd door de Regering.

Art. 10. De som bedoeld bij artikel 35 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt gestort op een bijzonder artikel van de begroting van het patrimonium van de Université de Liège.

Het quotum van deze som met betrekking tot de lasten van het personeel bedoeld bij artikel 9 wordt als ontvangsten geboekt in de eerste afdeling van de begroting van de Université de Liège zoals bepaald op de datum van 12 april 1999 in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

Art. 11. De leden van het onderwijzend personeel die bedoeld zijn bij artikel 9 met uitzondering van adjunct-docenten, adjunct-hoogleraren en voordrachthouders, zijn kiezers bij de verkiezing van de rector, de vice-rector, de secretaris van de academische raad en de vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel bij de raad van bestuur.

De leden van het wetenschappelijk personeel bedoeld bij artikel 9, zijn kiezers bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel bij de raad van bestuur.

Art. 12. De Université de Liège erft de activa en passiva alsook de rechten en de verplichtingen behoorlijk in een repertorium opgenomen als bijlage bij de overeenkomst, waarvan de vzw Haute école HEC-Liège houder was op de datum van de oprichting van de Management School bedoeld bij artikel 4, § 6, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat.

Op dezelfde wijze, worden de schuldvorderingen en obligaties die gebaseerd zijn op contracten die lopend zijn op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, behoorlijk in een repertorium opgenomen, afgestaan en overgedragen naar het patrimonium van de universiteit.

Deze afstanden en overdrachten kunnen van rechtswege tegengeworpen worden aan medecontractanten en derden, zonder verdere formaliteit. Ze omvatten alle rechten en verplichtingen gebonden aan lopende en komende procedures.

Het roerende en onroerende patrimonium van de Haute école HEC-Liège wordt overgedragen, binnen een termijn van maximum vijf jaar, naar het patrimonium van de Université de Liège.

Worden niettemin uitgesloten van de afstand, alle schulden van de vzw Haute école HEC-Liège tegenover de vzw Groupe-HEC, alsook het gecumuleerde verlies dat uitgesteld is tot de datum van 31 december 2004.

Art. 13. De regering mag ten laatste op 1 juli 2005 het bedrag van een bijkomende toelage vaststellen in verband met de uitgaven voortvloeiend uit de samenvoeging.

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 19 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 557-1. — Commissieamendementen nr. 557-2. — Verslag,
nr. 557-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 557-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 mei 2004.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2185

[2004/29144]

31 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats de l'enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949, notamment l'article 9, modifié par le décret du 5 septembre 1994;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 23;

Vu la loi du 8 juin 1964, modifiant en ce qui concerne les conditions d'admission aux examens des grades académiques, les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, notamment l'article 9;

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1989, réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats de l'enseignement secondaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 9 février 2004;

Vu l'avis du Ministre du Budget donné le 18 février 2004;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas les trente jours;

Vu l'avis n° 36.682/2 du Conseil d'Etat donné le 18 mars 2004 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats de l'enseignement secondaire, il y a lieu d'apporter les modifications suivantes :

1° au 1°, les termes : « Elle comprend quatorze membres qui sont tous professeurs de l'enseignement secondaire général de plein exercice », sont remplacés par les termes : « Elle comprend dix membres qui sont tous professeurs de l'enseignement secondaire général de plein exercice »;

2° au 2°, les termes : « Elle comprend dix-huit membres. Douze de ces membres sont désignés », sont remplacés par les termes : « Elle comprend douze membres. Dix de ces membres sont désignés »;

3° au 2°, les termes : « Six de ces membres au maximum sont désignés parmi les professeurs de l'enseignement secondaire de promotion sociale. », sont remplacés par les termes : « Deux de ces membres au maximum sont désignés parmi les professeurs de l'enseignement secondaire de promotion sociale. ».